

# ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 19 août 1953, à 15 heures

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

Page

La question de Corée (A/2431, A/L.151/Rev.1, A/L.152, A/L.153, A/L.154/Rev.1, A/C.1/L.48) (suite) .....	729
---	-----

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

## La question de Corée (A/2431, A/L.151/Rev.1, A/L.152, A/L.153, A/L.154/Rev.1, A/C.1/L.48) (suite)

[Point 16 \*]

1. M. MARTIN (Canada) constate que, les hostilités ayant cessé en Corée, on s'accorde à estimer que l'Assemblée générale ne doit pas, à la reprise de sa session, s'occuper des questions de fond et que l'examen de ces dernières doit être réservé à la conférence politique. L'Assemblée a pour tâche actuelle de prendre les dispositions les plus pratiques pour la réunion de la Conférence et de créer le climat le plus propice aux négociations qui vont s'ouvrir.

2. M. Martin tient à rendre hommage aux combattants de nombreux pays qui sont morts pour la liberté. Le peuple coréen et les Nations Unies doivent notamment beaucoup aux Etats-Unis dont les forces armées ont, avec celles de la Corée du Sud, supporté la plus grande partie du poids de la lutte.

3. L'agression a été repoussée et tout ce que les Nations Unies avaient entrepris de réaliser par les armes a été accompli. Cependant, l'œuvre des Nations Unies restera incomplète tant qu'elles n'auront pas fait de la Corée, par des moyens pacifiques, un pays indépendant, unifié et démocratique. La Convention d'armistice (A/2431) n'est cependant pas un instrument conditionnel. La période actuelle n'est pas un répit dans les hostilités mais un intervalle nécessaire entre la signature de l'armistice et l'ouverture de la conférence politique.

4. Pour ce qui est de la composition de cette conférence, le représentant du Canada pense, comme M. Schumann (613<sup>ème</sup> séance), que l'on ne devrait pas donner du paragraphe 60 de la Convention d'armistice une interprétation trop littérale. Sa délégation partage également la manière de voir de l'amiral Joy qui a déclaré au cours des négociations d'armistice que le Commandement unifié adresserait la recommandation contenue au paragraphe 60 à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à la République de Corée.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

L'Organisation des Nations Unies constitue par conséquent l'une des parties au conflit. Pour ce qui est des pays qui doivent participer à la conférence, le projet de résolution dont le Canada est l'un des auteurs (A/L.151/Rev.1) précise que tout Membre des Nations Unies dont les forces armées ont servi sous le Commandement unifié en Corée a acquis le droit de prendre place à la table de la conférence si son gouvernement entend exercer ce droit.

5. La délégation canadienne cherche à faire en sorte que les pays qui devraient prendre part à la conférence pour qu'elle ait les meilleures chances de réussir y soient représentés. Elle n'attache pas une grande importance à la question de savoir si la conférence sera du type "table ronde" ou si elle mettra face à face les deux camps antagonistes; ce qui compte, c'est d'amener ceux qui y doivent prendre part à s'asseoir à une table. La composition de la conférence est d'autant plus importante qu'il se présente aujourd'hui une occasion unique non seulement de régler une question qui, depuis trois ans, menace de provoquer une conflagration mondiale, mais aussi de réduire, grâce à ce règlement, le dangereux état de tension qui règne en Asie et dans d'autres régions du monde. Il est évident que l'URSS devrait participer à la conférence. Ce serait manquer totalement de réalisme que de tenir une telle conférence sans que l'Union soviétique puisse y assumer sa pleine part de la responsabilité du rétablissement et du maintien de la paix.

6. Le Gouvernement canadien est persuadé que l'Inde, étant donné son importance croissante dans les affaires d'Asie et le rôle de premier plan qu'elle a joué, à la fois au sein et hors de l'Organisation des Nations Unies, par ses efforts de conciliation, est en droit de prendre part à la conférence politique. L'Inde a fait savoir par M. Nehru qu'elle ne désire prendre part à la conférence que si les principales parties intéressées souhaitent son concours et que s'il apparaît qu'elle peut jouer un rôle utile dans l'intérêt de la paix. M. Martin espère ardemment que l'on ne fera obstacle à la participation d'aucun Etat dont la présence est indispensable pour le succès de la conférence. La délégation canadienne votera pour la participation de l'Inde.

7. Les termes du projet de résolution (A/L.151/Rev.1) protègent suffisamment les droits et la liberté d'action de tous les gouvernements qui participeront à la conférence, puisque chacun de ces gouvernements ne sera lié que par les décisions ou les accords qu'il aura approuvés. Cette disposition garantira à tous les participants le respect de leurs droits et intérêts et empêchera que la conférence se heurte à des difficultés de procédure en ce qui concerne les décisions; les participants pourront donner ou refuser leur accord. Ainsi, une protection entière sera assurée non seulement au Gouvernement de la République de Corée, mais aussi à l'autre partie. Il est compréhensible que les communistes chinois et les Coréens du Nord puissent éprouver certaines inquiétudes à l'idée de prendre part à une conférence où leur partie risque d'avoir une représentation moins nombreuse que celle des Nations Unies. Mais, si ces craintes existent, les termes de l'alinéa a du paragraphe 5 du projet de résolution des quinze Puissances doivent les dissiper.

8. A propos du projet de résolution de l'URSS (A/C.1/L.48), M. Martin fait observer que l'accord est déjà réalisé en ce qui concerne sept des participants à la conférence: ce sont les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Chine communiste, la Corée du Nord et la Corée du Sud. C'est déjà là un pas dans la bonne direction. M. Martin espère que tous les Etats intéressés au premier chef pourront s'entendre pour que l'Inde participe à la conférence avec les pays désireux d'y participer parmi les seize autres pays, non mentionnés dans le projet de résolution de l'Union soviétique, qui ont détaché des forces armées auprès du Commandement unifié.

9. Le représentant du Canada trouve cependant, en ce qui le concerne, deux objections importantes au projet de résolution de l'Union soviétique. La première est que le dispositif de ce projet semble, dans sa dernière phrase, exclure la République de Corée du nombre des pays dont l'assentiment sera requis pour que les décisions de la conférence soient considérées comme adoptées. Etant donné que la conférence doit discuter des questions relatives à la Corée, il est indispensable que les droits de la République de Corée soient sauvegardés. La deuxième objection est que le projet de résolution de l'Union soviétique ne fait pas figurer le Canada parmi les participants à la conférence. Or, le Canada, par le rôle qu'il a joué du point de vue tant militaire que financier en Corée, est certainement en droit de prendre part à la conférence.

10. En terminant, M. Martin constate que les forces des Nations Unies ont mené à bonne fin, par les armes, la mission qui leur avait été confiée. C'est la première fois qu'une organisation internationale a appliqué, par une opération de grande envergure, le principe de la sécurité collective et l'entreprise a été couronnée de succès.

11. M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que divers représentants ont souligné l'importance historique que revêt la conclusion de la Convention d'armistice en Corée. Dans un discours qu'il a prononcé récemment devant le Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, M. Malenkov, Président du Conseil des ministres de l'URSS, a salué dans la signature de l'armistice le couronnement de la lutte pour la paix.

12. L'histoire de la Corée depuis juin 1950 est très instructive. Elle prouve que les desseins des agresseurs ont été déjoués et qu'un peuple qui combat pour sa liberté et son indépendance est invincible. Une grande part du mérite revient également aux Volontaires du peuple chinois qui se sont portés à l'aide de leurs frères coréens. Il n'est toutefois pas utile pour le moment de revenir sur l'histoire de la guerre de Corée puisque l'Organisation des Nations Unies doit s'attaquer au problème qui se pose maintenant à elle et qui présente une importance pratique considérable.

13. Cependant, avant de poursuivre, M. Vychinsky voudrait rappeler les nombreux efforts tentés par l'URSS en vue de mettre fin au conflit de Corée. Il mentionne la réponse envoyée par le généralissime Staline à M. Nehru en juillet 1950 et les diverses propositions présentées par l'Union soviétique, la Pologne et les autres nations amies de la paix au cours de la cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale. Par la suite, en juin 1951, puis à la sixième session ordinaire l'Union soviétique a soumis des propositions tendant à un règlement pacifique de la question coréenne. Plus récemment, à la septième session ordinaire en 1952, elle a appuyé la proposition de la Pologne (A/2229) qui visait à amener l'arrêt des hostilités et l'ouverture de négociations entre les belligérants en vue d'aboutir à l'évacuation du territoire coréen par toutes les forces armées étrangères, y compris les détachements de volontaires chinois. La proposition de la Pologne tendait également à assurer le règlement pacifique de la question coréenne par une unification de la Corée réalisée par les Coréens eux-mêmes sous la surveillance d'une commission comprenant des représentants des parties directement intéressées, ainsi que d'autres Etats, y compris certains de ceux qui n'avaient pas participé à la guerre. Le Gouvernement de l'URSS a donc plus d'une fois tenté de mettre fin à la guerre qui avait été imposée au peuple de Corée.

14. M. Vychinsky n'aurait pas jugé nécessaire de rappeler ces efforts de l'Union soviétique si le représentant de la Nouvelle-Zélande et le représentant des Etats-Unis d'Amérique n'avaient prétendu, à la 613ème séance de la Commission, que l'URSS avait aidé l'agression en Corée. A ce propos, M. Vychinsky tient à répéter la déclaration qu'il a faite le 2 mars 1953 (561ème séance) et aux termes de laquelle l'assistance fournie à la République populaire de Chine par l'URSS l'a été en vertu du Traité sino-soviétique signé en 1945 et confirmé en 1950. Quant à l'aide qui aurait été fournie à la République populaire démocratique de Corée, M. Vychinsky précise qu'il n'existe pas de traité d'alliance du même ordre entre l'URSS et le pays en question; l'URSS n'est pas tenue de vendre des armes à ce pays et ne lui en vend pas. L'Union soviétique a, toutefois, cédé à la République populaire démocratique de Corée quelques armements provenant de ses excédents lorsque les troupes soviétiques se sont retirées de Corée en 1948. M. Vychinsky a déjà signalé (613ème séance) il le rappelle, qu'un groupe de journalistes américains éminents ont réfuté les fables calomnieuses répandues sur la prétendue vente d'armes de l'URSS à la Corée.

15. Il y a lieu de rappeler également que le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et celui de la République populaire de Chine ont grandement contribué à la cessation des hostilités

en Corée par les efforts qu'ils ont déployés pour régler la question de l'échange des prisonniers. Néanmoins, en dépit de l'existence de toutes les conditions favorables à la conclusion d'un accord et à la signature d'une convention d'armistice, plus de deux mois se sont écoulés avant que l'armistice soit signé. La cause de ce retard a été l'attitude provocante de la clique de Syngman Rhee, qui non seulement a fait de son mieux pour entraver la signature de l'armistice, mais encore a violé de façon flagrante l'accord sur l'échange des prisonniers de guerre en enlevant de force plus de 27.000 prisonniers de guerre coréens et chinois. Cette clique n'a pas renoncé, même aujourd'hui, à ses intentions, qui sont de tout mettre en œuvre pour empêcher le règlement pacifique de la question et l'unification de la Corée sous un régime démocratique. Bien plus, et ce n'est pas un secret pour personne, elle a trouvé des appuis dans les milieux réactionnaires des Etats-Unis. Il ressort nettement de la déclaration faite le 7 août 1953 par M. Dulles que le Département d'Etat et Syngman Rhee ont convenu d'agir de concert, au point que leur plan prévoit un éventuel retrait de la Conférence politique à un moment déterminé d'un commun accord. La déclaration de M. Dulles a également appris au monde que le Gouvernement des Etats-Unis et Syngman Rhee avaient convenu de n'entreprendre aucune action unilatérale en vue de l'unification de la Corée par des moyens militaires pendant la durée de la conférence politique. En d'autres termes, les Etats-Unis d'Amérique et Syngman Rhee ont convenu de ne pas engager, pendant cette période, d'hostilités contre la Corée du Nord, c'est-à-dire de ne pas reprendre la guerre commencée en 1950. On doit naturellement se demander ce qui se passera une fois écoulé le laps de temps indiqué. La déclaration de M. Dulles confirme nettement les intentions qu'a la clique de Syngman Rhee de conquérir la Corée du Nord par la force des armes.

16. On ne peut juger de la situation, telle qu'elle se présente au lendemain de la signature de la Convention d'armistice, si l'on passe sous silence le fait que les Etats-Unis d'Amérique et la Corée du Sud ont conclu un prétendu Traité de défense mutuelle. Les journaux réactionnaires américains eux-mêmes ont été obligés de remarquer que ce traité représente un maillon important de la chaîne du dispositif par lequel les Etats-Unis cherchent à s'assurer des bases militaires à des fins agressives dans la région du Pacifique. La terminologie utilisée dans le traité en question ne peut tromper personne puisqu'elle est d'un emploi courant dans les accords à caractère agressif et ne tend qu'à en dissimuler la véritable nature. M. Vychinsky cite des extraits des articles IV et V du traité en question et affirme que ces clauses révèlent sans aucune ambiguïté le caractère expansionniste de la politique des Etats-Unis. Il est particulièrement significatif que ce traité, qui accorde aux Etats-Unis le droit de maintenir des forces armées en territoire sud-coréen, ait été conclu immédiatement après la signature de la Convention d'armistice, aux termes de laquelle l'une des questions que la conférence politique doit résoudre est celle du retrait de Corée de toutes les troupes étrangères. On doit signaler aussi le pacte d'assistance mutuelle, connu sous le nom de Déclaration des seize Puissances, (A/2431, Première partie) par lequel les pays qui ont participé à l'intervention en Corée se sont engagés, à

l'avance, à prendre part à une nouvelle guerre en Extrême-Orient au cas où les amateurs d'aventures militaires déclencheraient un conflit de ce genre. Le journal conservateur britannique *The Observer* a lui-même écrit que la signature de ce traité équivaut de la part des intéressés à menacer de déclencher une troisième guerre mondiale si un nouvel incident local se produit en Corée. Une opinion analogue a été exprimée par un parlementaire travailliste connu, M. Driberg, dans un article publié par le *Reynold's News*. Telle est l'atmosphère qui règne à la veille de la conférence politique.

17. Le principal problème qui se pose actuellement est d'aider le peuple coréen à relever son économie nationale et à panser ses blessures. C'est pourquoi le Gouvernement de l'URSS a décidé sans plus attendre d'affecter un milliard de roubles à l'œuvre de relèvement de l'économie coréenne. Cependant, la tâche la plus importante qui s'impose à l'Assemblée est de prendre des mesures destinées à assurer le succès de la conférence politique dont la réunion est prévue au paragraphe 60 de la Convention d'armistice. A cet égard, la position du Gouvernement de l'URSS est la suivante: il demeure indéfectiblement attaché à une politique de paix dont le principe fondamental est que les Coréens doivent négocier entre eux et régler eux-mêmes leurs différends. D'autre part, il convient d'accorder une attention particulière à des questions très importantes, telles que celles du caractère et de la composition de la conférence.

18. Il y a lieu d'observer cependant que certains des moyens proposés pour la solution du problème sont mauvais. Il en est ainsi de la thèse d'après laquelle la conférence devrait réunir des représentants des deux parties. C'est la thèse adoptée par les Etats-Unis d'Amérique et les Etats qui ont présenté le projet de résolution dit des quinze Puissances (A/L.151/Rev.1). Il suffit, pour se convaincre de l'erreur de cette thèse, de songer que le succès de la conférence est de l'intérêt non seulement des parties dont il est question au paragraphe 60, Article IV, de la Convention d'armistice (A/2431) mais aussi de tous les pays pacifiques et notamment des pays voisins de la Corée. Bien que M. Lodge ait cité le texte du paragraphe 60 de la Convention, il semble ne pas avoir remarqué qu'il n'est pas dit dans ce texte que les représentants des deux parties ne peuvent être que les pays qui ont effectivement pris part aux hostilités; ce paragraphe ne contient pas la moindre allusion au fait que seuls ces pays peuvent être désignés par les deux parties. M. Vychinsky croit que la façon correcte d'interpréter le paragraphe 60 est la suivante: les deux parties doivent convoquer, dans un délai de trois mois à dater de la signature et de l'entrée en vigueur de la Convention d'armistice, une conférence politique organisée sur un plan supérieur, à laquelle doivent participer des représentants désignés par les deux parties, pour régler, par voie de négociation, la question du retrait de toutes les forces armées étrangères de Corée, etc. Cependant, les auteurs du projet de résolution des quinze Puissances, et M. Lodge en particulier, ont interprété le paragraphe 60 comme signifiant que les pays participant à cette conférence ne peuvent être que des pays désignés par les deux parties, parmi les pays qui ont effectivement participé aux hostilités. Le projet de résolution repose donc sur l'idée d'une conférence de deux parties opposées. C'est la raison

pour laquelle, d'après les explications de M. Lodge, le projet ne contient aucune disposition relative à la participation d'autres Etats Membres des Nations Unies.

19. M. Lodge a reconnu cependant qu'un certain nombre d'Etats ont des intérêts dans cette région. Il n'empêche que le projet commun de résolution ne prévoit en rien la participation de ces pays. Une telle attitude est entièrement inadmissible et ne contribuerait certainement pas à assurer le succès de la conférence prévue. M. Lodge a déclaré aussi que, si l'Assemblée générale recommandait d'inviter tel ou tel pays à participer à la conférence, il n'y avait pas de raison logique de ne pas y inviter les pays voisins de la Corée et possédant des intérêts directs dans cette région. C'est là l'évidence même. Cependant, M. Lodge a dénié ensuite à l'Assemblée générale tout droit de recommander d'inviter à la conférence des pays autres que ceux qui ont participé aux combats en Corée. Cette attitude est illogique et montre que l'interprétation du paragraphe 60 donnée par M. Lodge est entièrement erronée.

20. Le fait que deux autres projets de résolution sur la composition de la conférence (A/L.152 et A/L.153) ont été présentés montre lui aussi que cette interprétation est erronée et que le projet commun de résolution des quinze Puissances est mal conçu. Etant donné que les quinze pays se sont mis d'accord sur le projet de résolution fondamental et sur leur attitude de principe, on ne voit pas pourquoi il était nécessaire de présenter séparément ces deux projets de résolution. Manifestement, ces deux résolutions ont été présentées pour faire croire que l'unité s'était faite sur le projet de résolution principal, alors que l'unité entre les quinze délégations brille par son absence. Les auteurs des deux autres projets de résolution (A/L.152 et A/L.153) ont exprimé des conceptions qui diffèrent de celles sur lesquelles repose le projet de résolution principal (A/L.151/Rev.1). Les déclarations des représentants du Royaume-Uni et de la France et du Canada montrent que le projet de résolution des quinze Puissances ne peut même pas servir de base à la solution du problème de la composition de la conférence politique.

21. M. Vychinsky estime que le représentant de la France a eu raison de déclarer que les recommandations formulées au paragraphe 60 de la Convention d'armistice ne devraient pas être interprétées d'une façon trop littérale et que la conférence ne devrait pas être constituée de deux camps opposés. Tel est aussi l'avis du représentant du Royaume-Uni. Toutefois, il faut remarquer que ces deux représentants figurent parmi les auteurs du projet de résolution commun, qui repose sur un principe absolument opposé. De l'avis de la délégation de l'URSS, la conférence politique ne peut réussir que si elle est du type "table ronde", c'est-à-dire si les participants ne sont pas uniquement des représentants des deux parties, mais aussi des représentants d'autres pays qui ont un intérêt véritable au règlement pacifique de la question coréenne.

22. Conformément à l'Article 10 de la Charte, l'Assemblée générale peut formuler des recommandations sur toute question rentrant dans le cadre de la Charte, et notamment sur les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il est naturel que l'Assemblée générale veuille à ce que ses recommandations soient inspirées par le maximum de convenance et d'utilité politique et soient conformes aux principes de la Charte. Ces principes seront respectés si la conférence politique réunit non pas des camps

antagonistes mais des représentants groupés autour d'une table ronde.

23. M. Vychinsky tient à souligner que le projet de résolution de l'Union soviétique (A/C.1/L.48) propose que la conférence adopte ses décisions sans recourir à des votes et que ces décisions soient considérées comme adoptées si elles recueillent l'assentiment des parties signataires de la Convention d'armistice. Ce projet de résolution est conforme au principe international, généralement reconnu, de la conférence du type "table ronde" et est conforme aux intérêts de tous les peuples pacifiques et de la sécurité internationale.

24. M. LODGE (Etats-Unis d'Amérique) tient à rappeler à M. Vychinsky que c'est le général nord-coréen Nam Il qui a insisté tout particulièrement pour que participent à la conférence d'une part la Corée du Nord et les Volontaires communistes chinois, d'autre part les gouvernements ayant des forces armées sous le Commandement des Nations Unies.

25. Si l'Assemblée générale devait inviter les pays voisins de la Corée à prendre part à la conférence pour la simple raison qu'ils sont ses voisins, il ne faudrait peut-être pas oublier le Gouvernement national de la Chine, non plus que le Japon. Cependant, les auteurs du paragraphe 60 de la Convention d'armistice n'ont pas envisagé la participation des pays voisins. Apparemment, le représentant de l'URSS interprète les mots "gouvernements intéressés" comme s'appliquant à tous les gouvernements. Si M. Vychinsky pense que la future conférence politique doit être une sorte de Commission politique des Nations Unies comprenant soixante nations, il devrait le dire. M. Lodge ne croit pas que la réunion d'une telle conférence serait un moyen permettant de résoudre le problème coréen.

26. Le représentant de l'Union soviétique a cité certaines déclarations de représentants de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis. M. Lodge tient à rappeler aux membres de la Commission qu'au cours du mois de juin 1953, des aviateurs des Nations Unies ont abattu soixante-quinze MIG en Corée. Il n'a guère fait de doute que ces avions avaient été fournis par l'Union soviétique. D'autre part, l'excellente artillerie lourde dont les agresseurs se sont servi en Corée, et dont les experts militaires du Commandement unifié ont une très haute opinion, provenait également de l'Union soviétique. Il faut se souvenir de faits de ce genre pour juger de la valeur de l'assertion de M. Vychinsky selon laquelle, dans la guerre de Corée, l'Union soviétique n'a exercé qu'une influence pacifique.

27. Essayant de réfuter les observations que M. Lodge avait faites en janvier dernier, M. Vychinsky a cité le rapport d'un groupe de journalistes publié en 1950. Il est douteux cependant qu'un tel comité puisse porter un jugement autorisé sur la question de savoir si tel ou tel type d'équipement militaire a été utilisé pendant la guerre de Corée. Qui plus est, les journalistes ne pouvaient pas réfuter en 1950 des déclarations que M. Lodge n'a prononcées qu'en février 1953 (557<sup>ème</sup> séance) au sujet de faits relatifs à 1952 et 1953.

28. M. Lodge affirme ensuite que M. Dulles n'a conclu aucun accord secret avec le Président de la République de Corée. Il n'y a absolument aucune contradiction entre la décision de retirer toutes les troupes de Corée et le désir résolu qu'ont les Etats-Unis de protéger la petite République de Corée contre toute agression future.

29. En terminant, M. Lodge déclare que le projet de résolution de l'Union soviétique (A/C.1/L.48) n'est pas très démocratique, car il établit deux catégories de nations. Selon ce texte, les Volontaires du peuple chinois auraient le dernier mot en ce qui concerne la mise en vigueur des accords, alors que le Gouvernement de la République de Corée serait lié par les décisions de la conférence sans avoir eu voix au chapitre et sans qu'on ait demandé son assentiment. Ce serait là une criante injustice à l'égard du vaillant peuple de la République de Corée. De plus, le projet de résolution de l'Union soviétique tend à exclure de la conférence treize pays dont les fils ont sacrifié leur vie pour repousser l'agresseur en Corée. Enfin, il établit une discrimination non seulement entre les membres de la Commission neutre de rapatriement, mais même entre les satellites de l'Union soviétique. Certains d'entre eux ont été choisis, d'autres non. Le projet de résolution de l'Union soviétique perpétuerait le désordre au lieu de permettre de régler le problème coréen.

30. M. SARASIN (Thaïlande) déclare que l'armistice a inspiré au peuple et au Gouvernement de la Thaïlande un profond soulagement, ainsi que des sentiments de reconnaissance à l'égard de ceux qui ont mis fin au conflit. Leur pensée se tourne vers les familles endeuillées de Corée du Sud, des Etats-Unis et d'autres pays, y compris la Thaïlande. Il faut espérer que les sacrifices qui ont été faits inciteront la Commission à aborder sa tâche avec sagesse et courage.

31. La Convention d'armistice est un document important parce que, grâce aux efforts que le Commandement unifié a faits au cours des négociations, la partie adverse a été convaincue qu'elle ne pourrait arriver à rien par l'usage de la force et devait prendre en considération les vues des autres pays. Le Commandement unifié des Nations Unies n'a pas seulement réussi à mettre fin aux hostilités, mais a créé l'unité entre les nations qui avaient fourni des contingents pour repousser l'agression. Les Nations Unies ont, en outre, montré ce qu'un effort collectif permettait d'accomplir en présence d'une agression. Pour la première fois, l'Organisation des Nations Unies a été mise à l'épreuve et, bien qu'elle n'ait pas remporté de victoire au sens qu'on donne à ce mot sur le plan national, elle a repoussé l'agresseur et a sauvé la victime. Des hommes d'un grand nombre de pays se sont unis sous le drapeau des Nations Unies pour défendre l'idéal de paix et de sécurité. Beaucoup de mérite revient aux deux Présidents des Etats-Unis, qui ont tant fait pour assurer le fonctionnement du système de sécurité collective. Les combats ont mainte-

nant cessé, et il s'agit de consolider la paix; sans l'harmonie, cet objectif pourra difficilement être atteint.

32. Le projet de résolution présenté par quinze Puissances, (A/L.151/Rev.1) parmi lesquelles figure la Thaïlande, porte sur la mise en œuvre d'une partie de la Convention d'armistice, à savoir le règlement de la question coréenne par la Conférence politique prévue au paragraphe 60. Les dispositions de ce paragraphe sont claires: on semble être d'accord pour estimer que la conférence devrait réunir des représentants désignés par les deux parties et que, du côté des Nations Unies, les pays qui ont envoyé des contingents armés en Corée et qui désireraient y être représentés devraient pouvoir y participer. C'est là la seule interprétation possible de ce paragraphe. Il existe cependant des avis divergents fondés sur des considérations d'ordre politique, mais en faisant valoir de telles considérations, on s'écarte de la base sur laquelle la Convention repose. Il ne faut pas exclure toute considération politique des débats de la Commission, mais si les bases de l'armistice étaient modifiées, l'accord réalisé se trouverait compromis. La délégation thaïlandaise n'adopte pas cette position parce que son pays est une partie intéressée. Les préoccupations qui l'animent à l'égard de la question coréenne et l'intérêt qu'elle y porte ressortent clairement de la contribution militaire et économique que la Thaïlande a faite aux efforts des Nations Unies.

33. Pour ce qui est de l'ordre du jour de la conférence, le paragraphe 60, malgré le mot "etc." qui y figure, indique suffisamment qu'elle doit avoir pour objet essentiel la question de Corée. La Thaïlande, en tant que pays asiatique, serait certes heureuse de voir s'y dérouler des discussions sur l'Indochine, car la stabilité de cette région voisine la préoccupe vivement. Cependant, étant donné que la paix rétablie en Corée est encore fragile, il convient de régler les questions par ordre d'urgence et de chercher à consolider la paix pas à pas. Il est impossible de prédire quels seront les résultats de la conférence, mais, dès que la question de Corée sera réglée, les Nations Unies pourront soit soumettre de nouvelles questions à la conférence, soit en convoquer une seconde.

34. Les vues de la Thaïlande ne sont pas influencées par des préoccupations nationales égoïstes. La Thaïlande ne croit pas que la paix ou la sécurité de toute une région du monde doive être affectée par la participation ou non-participation à la conférence de tel ou tel pays donné. Le grand objectif qu'il s'agit d'atteindre consiste à consolider la paix en Corée et à l'étendre à d'autres régions du monde.

La séance est levée à 16 h. 30.